

Géopolitique de l'Electricité- Non-Lettre du 20 Novembre 2017

Report de la réduction à 50% de la part du nucléaire : le Rapport RTE.

Le Gouvernement français a annoncé en novembre 2017 le report de la réduction à 50% de la part du nucléaire prévu en 2025. Un justificatif de cette nouvelle orientation est un Rapport RTE (Bilan Prévisionnel- Edition 2017). Nos études ne concernent que l'observation des situations et des tendances. Nous n'évaluons ni les décisions ni les prospectives, mais nous les comparons aux réalités observées et à leur tendance. En conséquence, nous ne consacrerons aucune Lettre à ce sujet, nous nous limiterons aux points suivants :

- A) Le passage à 20-40% et plus d'énergies intermittentes, présent dans tous les scénarios de RTE, s'est accompagné d'une envolée des factures dans tous les cas réels que nous avons observés, (entre autres Danemark, Allemagne et Australie du Sud). La législation actuelle impose comme objectif une fourniture d'électricité à prix compétitif. RTE n'a pas étudié l'aspect des coûts, et **s'est ainsi affranchi d'un objectif mentionné dans la législation.**
- B) **Le Rapport de RTE n'envisage que deux taux de croissance** de l'économie française d'ici 2035 : **1,5 et 2% /an.** Suivant RTE, ces deux taux conduisent à des consommations différentes, 480 TWh pour 2%, 442 et 410 TWh pour les deux scénarios à 1,5%. RTE estime ainsi une sensibilité de la consommation d'électricité à la croissance. Les écarts vont de 40 à 70 TWh pour une différence de taux de croissance de 0,5%.

Or la tendance actuelle est à l'accélération du taux de croissance (2,2% pour les quatre derniers trimestres observés, le dernier de 2016, les trois premiers de 2017). **Le Gouvernement actuel dirige son action pour accélérer cette croissance, ce que RTE a ignoré.** Pour un taux de 2,5% et en gardant la même sensibilité de la consommation d'électricité à la croissance, les consommations seraient de 520 à 550 TWh en 2035 (en ajoutant les différences de consommation estimés par RTE entre les taux de croissance de 1,5 à 2%, 40 et 70 TWh). Une telle consommation imposerait des capacités de production supplémentaires. Encore plus de renouvelables ? Construire des centrales thermiques (quid des émissions de CO2) ? Ou repousser de dix ans de plus, en 2045, la réduction du nucléaire ? Sur les scénarios de croissance supérieurs à 2%, assez probables, RTE ne dit rien.

Le Rapport de RTE a servi de justificatif au report de la réduction à 50% de l'apport du nucléaire dans la production d'électricité française. Ses deux lacunes, absence de données sur les coûts, et pas de scénario concernant une croissance économique supérieure à 2% l'empêchent d'être un instrument de choix de stratégie électrique.